

Statement by Michel Barnier at the European Parliament Plenary session

Merci, Monsieur le Président,

Bonjour à chacune et chacun d'entre vous, dans cette matinée particulière et grave au cours de ce long processus de négociation.

Mes premiers mots, Madame la Ministre, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, seront pour vous redire, au nom de l'équipe que j'ai l'honneur d'animer, avec la confiance du Président Juncker, ma gratitude, et elle est sincère et durable, pour la confiance que le Parlement nous témoigne, et me témoigne. Cette confiance ne tombe pas du ciel, elle n'est pas artificielle, elle n'est pas non plus donnée comme un chèque en blanc, elle est fondée sur le dialogue et la transparence, depuis le premier jour, et elle le restera.

Le vote d'hier soir à la Chambre des Communes prolonge et aggrave une incertitude majeure qui a été créée il y a maintenant presque trois ans par la décision souveraine, que nous respectons même si nous la regrettons, du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. C'est une incertitude qui touche bien sûr le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord en particulier mais qui touche aussi chacun de nos pays et nous-mêmes.

Je veux rappeler que la responsabilité de la décision du Brexit appartient uniquement au Royaume-Uni. Et aujourd'hui, la première responsabilité pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve cette négociation appartient au Royaume-Uni. C'est ce qu'a rappelé clairement et fortement hier soir, aussitôt après le vote, le Président du Conseil européen Donald Tusk.

Pendant cette négociation, nous avons cherché ensemble des solutions pour chaque problème, et ils sont innombrables : problèmes humains et sociaux, problèmes techniques et juridiques, problèmes économiques et financiers, créés par le Brexit, pour gérer toutes les conséquences afin d'accompagner le Royaume-Uni dans une sortie ordonnée.

Depuis le premier jour de cette négociation, l'objectif de l'Union européenne est en effet de réduire cette incertitude en assurant un retrait ordonné du Royaume-Uni et, sur la base de la confiance créée par ce retrait ordonné, en prenant le temps nécessaire, un temps qui sera nécessairement encadré, entre 21 mois et 4 ans, pour une autre négociation, dont j'ai toujours dit qu'elle était la plus importante, qui est celle de la future relation que nous voulons construire avec le Royaume-Uni qui restera en toutes circonstances un pays ami, un pays allié et un pays partenaire.

Voilà ce que nous avons fait en négociant pendant des mois – *avec et jamais contre le gouvernement britannique* – un accord de retrait qui est dans l'intérêt des citoyens, des entreprises et de toutes les parties prenantes de part et d'autre du *Channel* et de l'*Irish Sea*.

Je veux simplement rappeler un fait à tout le monde : si le Royaume-Uni veut toujours quitter l'Union européenne et la quitter de manière ordonnée, alors ce traité que nous avons négocié pendant un an et demi avec le gouvernement de Theresa May est et restera le seul traité disponible.

Nous avons à nouveau, à côté de ce traité, beaucoup travaillé ces derniers jours à la demande du gouvernement britannique pour expliquer, clarifier, garantir, à travers deux documents sur lesquels nous sommes tombés d'accord lundi soir ici même, Monsieur le Président, dans les locaux du Parlement européen qui nous ont accueillis, et Madame May nous a indiqué qu'elle souhaitait également publier de son côté une déclaration unilatérale.

De quoi s'agissait-il lundi, dans cette ultime discussion entre l'Union européenne et le gouvernement britannique?

De fournir au Parlement britannique de nouvelles clarifications, de nouvelles assurances quant au caractère temporaire du *backstop*.

Nous sommes allés au bout de ce que nous pouvions faire pour aider le gouvernement britannique à obtenir le soutien de la Chambre des Communes.

Avec un souci permanent, que j'ai exprimé aussi en votre nom : celui de préserver en toute hypothèse la paix et la stabilité sur l'île d'Irlande, celui de respecter dans toutes ses dimensions le Good Friday/ Belfast Agreement et celui de préserver l'intégrité de notre marché intérieur, c'est-à-dire de préserver la qualité et la sécurité, notamment alimentaire, à laquelle ont droit les consommateurs, de préserver les budgets nationaux et européens, ce qui exige des contrôles fiscaux, et de préserver la sécurité des entreprises, s'agissant du respect des normes et des standards des produits importés.

Il ne s'agit pas là d'une question théorique ou dogmatique, mais d'une question extrêmement pratique qui touche la paix en Irlande, qui doit être définitive, et la protection du marché intérieur. Toute marchandise, tout animal vivant qui rentre en Irlande du Nord après le Brexit, venant de Grande-Bretagne, entre en Pologne, en Slovaquie, en Belgique, en Allemagne, dans chacun de nos pays. Donc nous devons trouver le moyen de rendre opérationnels ces contrôles, sur les trois aspects que j'ai évoqués : consommateurs, budgets, entreprises, sans évidemment recréer une frontière dure.

Sur le vote d'hier soir, j'ai constaté que certains députés qui veulent un deuxième référendum ou qui préfèrent un scénario de no deal ont banalisé les nouvelles garanties juridiques que nous avons trouvées dans notre discussion avec Theresa May. Pourtant, ces garanties étaient significatives et nous les avons agréées lundi soir avec le soutien du gouvernement britannique.

- Le Président Juncker l'a dit aussitôt : il n'y aura pas d'assurances ou de d'interprétations supplémentaires. Nous ne pouvons pas aller plus loin.

Mesdames et Messieurs

- Les votes annoncés précédemment par la Première ministre sur le no deal et une possible demande d'extension de la négociation auront lieu à la Chambre des Communes, ce soir et demain soir.
- A l'issue de ces votes, ce sera au gouvernement britannique de nous dire – nous l'espérons de manière *positive* – comment il souhaite procéder, pour réunir enfin une majorité constructive sur une proposition. Le Royaume-Uni, c'est sa responsabilité, doit nous dire ce qu'il veut pour notre relation future, quel est son choix, quelle est la ligne claire qui doit être la sienne. Voilà la question qui se pose, maintenant, avant même celle d'une décision sur une potentielle extension. Prolonger cette négociation : pour quoi faire ? Puisque la négociation sur l'article 50 est terminée. Nous avons le traité, il est là.
- Nous sommes dans un moment très grave puisque le risque d'un *no deal* n'a jamais été aussi élevé, y compris par accident. Et je recommande de ne pas sous-estimer ce risque ni ses conséquences.
- Nous appelons ensemble, solennellement tous les acteurs concernés à s'y préparer. Et de notre côté, nous nous y préparons.
- Nous ne souhaitons pas ce scénario, nous avons toujours travaillé pour un accord et un retrait ordonné, mais l'Union européenne est prête à affronter cette situation.
- Je veux rappeler qu'en l'absence d'une autre solution agréée, ce sera le no deal, par la simple opération des traités.

As I am often asked: "Are you disappointed by this vote?", our answer shall always remain the same.

We remain respectful of the UK and its people.

We remain determined, calm and united.

And we will remain respectful, calm, determined and united until the end of this extraordinary negotiation.

We shall defend the Union's interests and that of all of its citizens.

This will remain the line of your negotiator.

Thank you very much.